



Concurrences

Revue des droits de la concurrence
Competition Law Journal

PRATIQUES UNILATÉRALES

Chroniques | Concurrences N° 4-2012 – pp. 74-81

Frédéric MARTY

frederic.marty@gredeg.cnrs.fr

| *Chargé de recherche CNRS,
Groupe de recherche en droit, économie et gestion (GREDEG),
Université de Nice-Sophia Antipolis*

Anne-Lise SIBONY

alsibony@ulg.ac.be

| *Professeur de droit européen, Université de Liège
| Professeur invité, Université Paris II (Panthéon-Assas)*

Anne WACHSMANN

anne.wachsmann@linklaters.com

| *Avocat à la Cour, Linklaters, Paris*

Avocat à la Cour, Linklaters, Paris

Abstracts

Concurrences N° 4-2012 | Chroniques **74** Pratiques unilatérales

Si les obligations pesant sur l'ESA peuvent paraître insuffisantes aux entreprises en position dominante, en ce sens qu'aucune analyse circonstanciée des possibilités alternatives d'entrée sur le marché n'est exigée, ce n'est pas en raison d'une limitation du contrôle juridictionnel, mais bien des règles de fond admises par la Cour AELE comme par les juridictions de l'Union. Le critère en droit n'est pas que l'accès soit indispensable, comme en matière d'infrastructures essentielles. Il faut seulement que l'accès soit "important" et

Le dernier premier moyen relatif à la qualification d’abus concerne la preuve des effets. La Cour, s’appuyant sur la jurisprudence de l’Union, rappelle avec netteté qu’il n’est pas nécessaire d’établir que le comportement a eu des effets anticoncurrentiels pour qu’il puisse être qualifié d’abusif. Il suffit qu’il soit de nature à avoir de tels effets (pt 189).

Le raisonnement suivi sur le premier moyen dans son ensemble indique assez que la Cour AELE n'est pas décidée à faire avancer les exigences d'analyse des effets appelées de leurs vœux par les tenants d'une approche économique. L'examen exigé en droit reste en effet tout entier centré sur la protection de la libre entrée, sans que l'impact sur le consommateur final soit pris en considération, ni à travers le critère du concurrent aussi efficient, ni d'une autre manière. Une telle analyse centrée sur le processus concurrentiel permet un contrôle entier de la qualification d'abus, auquel la Cour se livre. Il n'y a effectivement pas lieu de limiter ce contrôle en raison d'appréciations économiques complexes, puisqu'aucune analyse de ce type n'est exigée.

Le second moyen de Posten Norge portait sur les justifications objectives. L'entreprise faisait plaider que ses accords d'exclusivité étaient justifiés par ses obligations de service public. Dans la mesure où les points poste avaient remplacé de nombreux bureaux de poste, fermés pour réduire les coûts, il était essentiel pour Posten Norge d'assurer la distribution de colis sur tout le territoire via un réseau dense de points poste. Or, selon elle, les exclusivités consenties à ses partenaires, soit au niveau du groupe (pour Shell), soit au niveau des points de ventes (COOP et ICA) étaient nécessaires pour assurer leur implication dans la mise en place du nouveau concept de point poste. L'ESA avait rejeté ces arguments et la Cour l'approuve. En ce qui concerne, tout d'abord, l'exclusivité de groupe, elle la considère superflue pour plusieurs raisons. En premier lieu, les groupes partenaires avaient, indépendamment de la clause d'exclusivité, un intérêt à contracter avec Posten Norge, car ils étaient associés aux bénéfices de l'activité des points poste. En second lieu, Posten Norge était un partenaire attractif et quasiment le seul acteur sur le marché. En troisième lieu, l'exclusivité n'était pas non plus nécessaire à titre de précaution contre un risque de *hold up* de la part des magasins partenaires, risque consistant à ce que ceux-ci demandent des avantages supplémentaires pour rester dans le réseau de Posten Norge alors qu'ils pourraient passer à la concurrence. Un tel risque étant, à l'époque des faits inexistant vu l'absence de concurrence, la Cour juge que l'exclusivité pouvait être justifiée par la prévention d'un risque imaginaire.

Tout comme l'analyse de l'abus, celle des justifications est très classique et très peu économique. Posten Norge avait bien essayé de s'appuyer sur des notions mises en avant par l'analyse économique, celle de risque de *hold up* et de *free riding*. Pas plus que le critère du concurrent efficient ne trouve sa place dans le raisonnement de la Cour sur l'abus, ce type de justifications économiques ne paraît pouvoir prospérer. Le raisonnement de la Cour paraît s'articuler en deux temps. En premier lieu, les allégations d'efficience sont passées au filtre d'un test de nécessité : une restriction qui n'est pas nécessaire pour aboutir au but légitime poursuivi, en l'espèce déployer un réseau de points poste, a peu de chances, juge la Cour, de générer des gains d'efficience importants (pt 241). En l'espèce, c'est un manque de précision dans les allégations et un manque de preuve du caractère indispensable des restrictions que la Cour reproche à la requérante (pt 231). En second lieu, examinant néanmoins les possibles gains d'efficience, la Cour relève que, étant en situation de quasi-monopole, Posten Norge n'aurait pas eu d'incitation à faire profiter les consommateurs d'éventuels gains d'efficience et que, en tous cas, elle n'a pas établi qu'elle l'aurait fait. La Cour relève en outre que le fait que la stratégie de déploiement de points poste, destinés à remplacer un certain nombre de bureaux de poste, faisait faire des économies à la poste et à son actionnaire, l'État norvégien et, par ricochet, aux contribuables, est sans pertinence. C'est bien aux consommateurs en tant que consommateurs que les gains d'efficience doivent être redistribués, en matière d'abus comme en matière d'accords.

En conclusion, la Cour AELE a le mérite de faire un choix clair : entre les droits fondamentaux et l'économie, elle choisit les droits fondamentaux. Dans son arrêt *Posten Norge*, elle fait clairement progresser la doctrine du contrôle

juridictionnel. Le contrôle restreint y est écarté au profit d'un plein contrôle, et ce au nom des droits fondamentaux. Mais ce contrôle entier de la qualification s'opère au regard de règles de fond qui ne font aucune place à l'analyse économique. Si les pénalistes seront satisfaits, les spécialistes de concurrence le seront peut-être un peu moins. En tous cas, la vraie question reste entière : quel équilibre trouver entre une approche de l'abus de position dominante qui ferait place à une prise en considération plus fine des effets du comportement d'une entreprise dominante tout en ne dissuadant pas les juges d'exercer un contrôle entier sur la qualification juridique des faits ?

A.-L. S. ■

À noter

ÉVICTION ABUSIVE – VENTES LIÉES – PRODUCTION D'ALUMINIUM – ENGAGEMENTS COMPORTEMENTAUX : La Commission européenne lance un test de marché pour recueillir les réactions des parties intéressées quant aux propositions d'engagements d'un opérateur du secteur de l'aluminium quant à des pratiques de ventes liées (*Communication de la Commission art. 27, § 4 règlement n° 1/2003, dans l'affaire 39.230 – Réel/Alcan, 2012 C 240/08, 10 août 2012*)

La Commission a ouvert en octobre 2009 une procédure formelle portant sur les pratiques de Thomson-Reuters en matière de conditions d'utilisation des licences d'utilisation des codes RIC, conditions susceptibles d'enfreindre l'article 102 du Traité. Les RIC sont des codes alphanumériques permettant d'identifier les valeurs mobilières et leurs lieux de négociation. Elles sont utilisées par les opérateurs des marchés financiers notamment dans les flux de données financières en temps réel consolidés. Dans le cadre de son évaluation préliminaire, transmise à Thomson Reuters le 19 septembre 2011, la Commission avait indiqué que les conditions accompagnant l'octroi de licences étaient potentiellement de nature à induire un abus de position dominante. Non seulement celles-ci empêchaient les utilisateurs d'établir des tableaux de correspondances avec les flux de données financières consolidées d'autres fournisseurs (limitation volontaire de l'interaction des différents systèmes) mais elles rendaient en outre particulièrement difficile techniquement et coûteuse une éventuelle décision de résilier son abonnement à Thomson-Reuters. En effet, abandonner les RIC suppose de les supprimer des applications logicielles internes précédemment développées et de réaliser un nouveau codage. Ainsi, au-delà de la réduction de l'interopérabilité, les conditions d'octroi de licences étaient de nature à accroître les coûts de changement de fournisseur. Une augmentation des *switching costs* peut permettre la fluidité du marché et donc sa contestabilité.

Une première proposition d'engagements avait fait l'objet d'un test de marché en décembre 2011. Suite aux réactions des parties intéressées, Thomson-Reuters proposa le 12 juillet 2012 des engagements révisés. Les modifications vont principalement dans le sens d'une réduction de la redevance

liée à la licence et de la simplification de ses termes (conditions faites pour l'utilisation des codes RIC dans le cadre d'un changement d'opérateur). Le périmètre des engagements est également étendu au point de vue géographique à l'ensemble de l'Espace Économique Européen et au point de vue technique aux instruments financiers négociés de gré-à-gré. Les engagements révisés portent également sur les conditions de mise à disposition d'une licence spéciale visant à permettre des développements logiciels de nature à faciliter les changements de fournisseurs et à établir des systèmes de correspondances avec les flux de données émanant d'autres fournisseurs.

Les parties intéressées ayant disposé de quatre semaines pour faire part de leurs réactions, la Commission pourra rendre ces engagements, éventuellement à nouveau modifiés, obligatoires par voie de décision.

F. M. ■

ÉVICTION ABUSIVE – SECTEUR ÉNERGÉTIQUE – RÉSERVATIONS STRATÉGIQUES DE CAPACITÉS DE TRANSPORT – CÉSSION D'ACTIFS : La Commission européenne lance un test de marché pour recueillir les réactions des parties intéressées quant aux propositions d'engagements de l'opérateur historique du marché tchèque de l'électricité (*Communication de la Commission art. 27, § 4 règlement n° 1/2003, dans l'affaire 39.727 – CEZ, 2012 C 202/01, 10 juillet 2012*)

Le marché tchèque de l'électricité semble devoir s'ajouter à la déjà longue série d'affaires liées à des pratiques d'éviction sur les marchés de l'énergie européens closes au travers de procédures d'engagements. Concomitamment ou à la suite de l'enquête sectorielle relative au marché de l'énergie dont les conclusions avaient été rendues publiques en 2007, la Commission a lancé des procédures contre de nombreux opérateurs historiques (E.ON, RWE, ENI, EDF, GDF Suez...), procédures toutes conclues au travers d'engagements. Ces derniers prirent dans certains cas la forme d'engagements comportementaux (modification de contrats à long terme, de réservations de capacités de transport,...) mais aussi structurels (cessions d'actifs, notamment des infrastructures de transports). Le cas de CEZ, opérateur historique tchèque, devrait constituer, si la Commission rend obligatoires les engagements proposés à l'issue du test de marché, un nouvel exemple de remèdes structurels dans le secteur énergétique européen découlant d'une procédure négociée. En l'espèce, alors que la Commission a identifié dans son évaluation préliminaire du 26 juin 2012 des pratiques potentiellement constitutives d'ententes pour verrouiller l'accès au marché tchèque et des pratiques pouvant constituer des abus de position dominante au travers de réservations excessives de capacités sur le réseau transport, les engagements proposés par CEZ portent sur la cession d'actifs de production thermique (centrales au lignite), susceptibles de réduire le degré de concentration horizontale du marché. La publication de la décision de la Commission sera particulièrement intéressante en termes d'analyse des liens entre les préoccupations de concurrence identifiées et les mesures correctives rendues obligatoires. La Commission souligne d'ailleurs déjà dans

sa communication du 10 juillet que “par son comportement, CEZ a peut-être empêché ses concurrents de réaliser de nouveaux investissements dans la production d’électricité et entravé ainsi leur entrée sur le marché de la production et de la fourniture de gros d’électricité en République Tchèque”...

F. M. ■

ÉVICTION ABUSIVE – VENTES LIÉES – PRODUCTION D’ALUMINIUM – ENGAGEMENTS COMPORTEMENTAUX : La Commission européenne lance un test de marché pour recueillir les réactions des parties intéressées quant aux propositions d’engagements d’un opérateur du secteur de l’aluminium quant à des pratiques de ventes liées

(Communication de la Commission art. 27, § 4 règlement n° 1/2003, dans l’affaire 39.230 – Réel/Alcan, 2012 C 240/08, 10 août 2012)

La Commission avait ouvert le 21 février 2008 une procédure formelle à l’encontre de pratiques mises en œuvre par Rio Tinto Alcan en matière d’octroi de licences pour sa technologie de fusion de l’aluminium (dite AP – Aluminium Pechiney). Ses conditions seraient de nature à avoir un effet d’éviction à l’encontre des firmes opérant sur le marché aval des dispositifs de piquage et d’alimentation (DPA – en anglais PTA : *pot tending assemblies*) utilisés pour la réduction de l’aluminium. En effet, la Commission considère, suite à son évaluation préliminaire du 11 juillet 2012, qu’Alcan est susceptible d’évincer ces opérateurs en liant l’octroi des licences sur sa technologie de pointe en matière de fusion à l’utilisation exclusive des dispositifs distribués par sa filiale ECL (Électrification Charpente Levage SASU).

Alcan a décidé de proposer des engagements pour répondre aux préoccupations de concurrence de la Commission. Ceux-ci font l’objet d’un test de marché. Les conditions de licences seraient modifiées de façon à permettre aux acquéreurs de la technologie de fusion de pouvoir utiliser d’autres DPA que ceux distribués par sa filiale, du moment où ces derniers respectent un ensemble de spécifications techniques. En conséquence, Alcan propose de mettre en place un système de qualification, sur une base objective et non discriminatoire. Il s’agit de permettre aux acteurs du marché aval de développer des dispositifs interopérables avec sa technologie de fusion, ce qui suppose bien entendu, un accès de ces derniers à des informations relatives à cette dernière.

Les réactions au test de marché permettront de savoir si les parties intéressées considèrent que ces engagements sont suffisants pour prévenir un éventuel effet de levier anticoncurrentiel qui permettrait à Alcan d’étendre son pouvoir de marché des techniques de fusion de l’aluminium à celles des équipements utilisés dans sa réduction.

F. M. ■

2. FRANCE

ÉVICTION ABUSIVE – ENGAGEMENTS – SECTEUR DE LA DISTRIBUTION DE LA PRESSE – CLAUSE DE RÉSILIATION DE CONTRAT : L’Autorité de la concurrence accepte les engagements proposés par une messagerie de presse en vue de modifier ses relations avec les dépositaires de presse (Aut. Conc., déc. n° 12-D-16 du 12 juillet 2012 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la distribution de la presse)

La presse écrite, touchée de plein fouet par la crise de modèle économique liée à Internet, entraîne depuis un certain temps dans cette spirale le principal opérateur en charge de sa distribution, dont on vient d’apprendre que le gouvernement allait débloquer 35 millions d’euros au soutien de son activité.

Cause ou conséquence, les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (“NMPP”), aujourd’hui devenues Presstalis, intégrées verticalement et présentes à tous les niveaux du secteur de la distribution de la presse au numéro, ont attiré maintes fois l’attention des autorités françaises de concurrence en raison des pratiques qui leur étaient reprochées, parmi lesquelles des remises abusives et discriminatoires (Cons. conc., déc. n° 06-MC-01 du 23 février 2006 relative à une demande de mesures conservatoires présentées par les Messageries Lyonnaises de presse et Agora Diffusion presse), des pratiques fidélisantes (Cons. conc., déc. n° 09-D-04 du 27 janvier 2009 relative à des saisines de la société les Messageries Lyonnaises de la Presse à l’encontre de pratiques mises en œuvre par le groupe des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne dans le secteur de la distribution de la presse, obs. A. Wachsmann, “Le Conseil de la concurrence sanctionne des pratiques fidélisantes des NMPP”, *Concurrences* n° 2-2009, p. 120-123), des systèmes de rémunération des diffuseurs discriminatoires et/ou fidélisants (Cons. conc., déc. n° 07-D-32 du 9 octobre 2007 relative à des pratiques mises en œuvre par la société les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP) et la société Auxiliaire pour l’Exploitation des Messageries Transport Presse (SAEM-TP)) ou encore des refus d’accès direct automatisé au tronc commun du système presse 2000 (Cons. conc., déc. n° 08-D-04 du 25 février 2008 relative à des pratiques mises en œuvre par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP)).

La décision la plus récente, en date du 12 juillet 2012, vient clore une procédure de quatre années initiée par la saisine du Conseil de la concurrence par le Syndicat national des dépositaires de presse (“SNDP”) le 10 juillet 2008. L’Autorité de la concurrence y accepte les engagements proposés par Presstalis, tels que revus dans leur seconde version, mettant ainsi en œuvre pour la 46^{ème} fois la procédure d’engagements prévue à l’article L. 464-2-I. du code de commerce.

Cette décision s’inscrit dans un cadre plus large qui est celui de la réforme réglementaire et législative profonde du secteur de la distribution de la presse. L’encadrement du secteur a en effet été modifié par la loi n° 2011-852 du 20 juillet 2011 relative à la régulation du système de distribution de la presse, qui consiste en la modification du statut et des missions du Conseil supérieur des messageries de presse

La procédure d'agrément des dépôts a été substantiellement modifiée par l'assemblée générale du CSMP en novembre 2009, soit postérieurement à la saisine de l'Autorité. Désormais, les dépositaires ont la possibilité de saisir directement la Commission du réseau au sein du CSMP ("CDR"), compétente dans le cadre d'une procédure rendue plus transparente et supprimant le rôle pivot autrefois laissé à Presstalis (§ 105 et 106, Aut. Conc., déc. n° 12-D-16).

Toutefois, malgré cette refonte de la procédure d'agrément des dépôts, l'Autorité a constaté que les messageries n'étaient toujours pas écartées du processus de décision, Presstalis pouvant toujours être sollicitée pour fournir un avis à la CDR sans qu'aucune trace écrite n'en soit conservée, ce qui était *"susceptible de rendre le processus moins transparent et vérifiable"* et *"facilit[ait] la possibilité pour Presstalis de présenter le cas échéant des positions non objectives"* (§ 110, Aut. Conc., déc. n° 12-D-16) de nature à favoriser ses propres projets.

Pour remédier à cette situation, Presstalis s'est engagée à consigner par écrit les éléments qu'elle serait amenée à communiquer à la CDR dans le cadre d'un projet de cession ou de rattachement de dépôts et à conserver cet écrit pendant une année suivant la séance de la CDR (§ 165 à 168, Aut. Conc., déc. n° 12-D-16).

Enfin, Presstalis s'est engagée à ce que la mise en œuvre de l'ensemble de ces engagements fasse l'objet d'une information par courrier à ses dépositaires de presse actuels ainsi qu'à tout futur cocontractant (§ 169, Aut. Conc., déc. n° 12-D-16).

A.W. ■

Concurrences est une revue trimestrielle couvrant l'ensemble des questions de droits de l'Union européenne et interne de la concurrence. Les analyses de fond sont effectuées sous forme d'articles doctrinaux, de notes de synthèse ou de tableaux jurisprudentiels. L'actualité jurisprudentielle et législative est couverte par onze chroniques thématiques.

Editorial

Jacques Attali, Elie Cohen,
Laurent Cohen-Tanugi,
Claus-Dieter Ehlermann, Ian Forrester,
Thierry Fossier, Eleanor Fox, Laurence Idot,
Frédéric Jenny, Jean-Pierre Jouyet,
Hubert Legal, Claude Lucas de Leyssac,
Mario Monti, Christine Varney, Bo
Vesterdorf, Louis Vogel, Denis Waelbroeck...

Interview

Sir Christopher Bellamy, Dr. Ulf Böge,
Nadia Calvino, Thierry Dahan,
John Fingleton, Frédéric Jenny,
William Kovacic, Neelie Kroes,
Christine Lagarde, Doug Melamed,
Mario Monti, Viviane Reding,
Robert Saint-Esteben, Sheridan Scott,
Christine Varney...

Tendances

Jacques Barrot, Jean-François Bellis,
Murielle Chagny, Claire Chambolle,
Luc Chatel, John Connor, Dominique de
Gramont, Damien Gérardin,
Christophe Lemaire, Ioannis Lianos,
Pierre Moscovici, Jorge Padilla, Emil Paulis,
Joëlle Simon, Richard Whish...

Doctrines

Guy Canivet, Emmanuel Combe,
Thierry Dahan, Luc Gyselen,
Daniel Fasquelle, Barry Hawk,
Laurence Idot, Frédéric Jenny,
Bruno Lasserre, Anne Perrot, Nicolas Petit,
Catherine Prieto, Patrick Rey,
Didier Théophile, Joseph Vogel...

Pratiques

Tableaux jurisprudentiels : Bilan de la
pratique des engagements, Droit pénal et
concurrence, Legal privilege, Cartel Profiles
in the EU...

Horizons

Allemagne, Belgique, Canada, Chine,
Hong-Kong, India, Japon, Luxembourg,
Suisse, Sweden, USA...

Droit et économie

Emmanuel Combe, Philippe Choné,
Laurent Flochel, Frédéric Jenny,
François Lévêque Penelope Papandropoulos,
Anne Perrot, Etienne Pfister,
Francesco Rosati, David Sevy,
David Spector...

Chroniques

ENTENTES

Michel Debroux
Nathalie Jalabert-Doury
Cyril Sarrazin

PRATIQUES UNILATÉRALES

Frédéric Marty
Anne-Lise Sibony
Anne Wachsmann

PRATIQUES RESTRICTIVES ET CONCURRENCE DÉLOYALE

Muriel Chagny, Mireille Dany
Jean-Louis Fourgoux, Rodolphe Mesa
Marie-Claude Mitchell, Laurent Roberval

DISTRIBUTION

Nicolas Erese, Dominique Ferré
Didier Ferrié

CONCENTRATIONS

Dominique Berlin, Jean-Mathieu Cot,
Jacques Gunther, David Hull, David Tayar

AIDES D'ÉTAT

Jean-Yves Chérot
Jacques Derenne
Bruno Stromsky

PROCÉDURES

Pascal Cardonnel
Alexandre Lacresse
Christophe Lemaire

RÉGULATIONS

Hubert Delzangles
Emmanuel Guillaume
Francesco Martucci
Jean-Paul Tran Thiet

SECTEUR PUBLIC

Bertrand du Marais
Stéphane Rodrigues
Jean-Philippe Kovar

JURISPRUDENCES EUROPÉENNES ET ÉTRANGÈRES

Jean-Christophe Roda, Florian Bien
Silvia Pietrini

POLITIQUE INTERNATIONALE

Frédérique Daudret John
François Souty
Stéphanie Yon

Revue des revues

Christelle Adjémian, Emmanuel Frot
Alain Ronzano, Bastien Thomas

Bibliographie

Institut de recherche en droit international
et européen de la Sorbonne (IREDIES)

Revue Concurrences | *Review Concurrences*

	HT Without tax	TTC Tax included (France only)
<input type="checkbox"/> Abonnement annuel - 4 n° (version papier) <i>1 year subscription (4 issues) (print version)</i>	465 €	474,76 €
<input type="checkbox"/> Abonnement annuel - 4 n° (version électronique + e-archives) <i>1 year subscription (4 issues) (electronic version + e-archives)</i>	535 €	639,86 €
<input type="checkbox"/> Abonnement annuel - 4 n° (versions papier & électronique + e-archives) <i>1 year subscription (4 issues) (print & electronic versions + e-archives)</i>	695 €	831,22 €
<input type="checkbox"/> 1 numéro (version papier) <i>1 issue (print version)</i>	120 €	122,52 €

Bulletin électronique e-Competitions | *e-bulletin e-Competitions*

<input type="checkbox"/> Abonnement annuel + e-archives <i>1 year subscription + e-archives</i>	615 €	735,54 €
--	-------	----------

Revue Concurrences + bulletin e-Competitions | *Review Concurrences + e-bulletin e-Competitions*

<input type="checkbox"/> Abonnement annuel revue (version électronique + e-bulletin + e-archives) <i>1 year subscription to the review (online version + e-bulletin + e-archives)</i>	795 €	950,82 €
<input type="checkbox"/> Abonnement annuel revue (versions papier & électronique + e-bulletin + e-archives) <i>1 year subscription to the review (print & electronic versions + e-bulletin + e-archives)</i>	895 €	1070,42 €

Renseignements | *Subscriber details*

Nom-Prénom | *Name-First name*

e-mail

Institution | *Institution*

Rue | *Street*

Ville | *City*

Code postal | *Zip Code* Pays | *Country*

N° TVA intracommunautaire | *VAT number (EU)*

Formulaire à retourner à | *Send your order to*

Institut de droit de la concurrence

21 rue de l'Essonne - 45 390 Orville - France | contact: webmaster@concurrences.com

Conditions générales (extrait) | *Subscription information*

Les commandes sont fermes. L'envoi de la revue ou des articles de Concurrences et l'accès électronique aux bulletins ou articles de *e-Competitions* ont lieu dès réception du paiement complet. Tarifs pour licences monopostes; nous consulter pour les tarifs multipostes. Consultez les conditions d'utilisation du site sur www.concurrences.com ("Notice légale").

Orders are firm and payments are not refundable. Reception of Concurrences and on-line access to e-Competitions and/or Concurrences require full prepayment. Tarifs for 1 user only. Consult us for multi-users licence. For "Terms of use", see www.concurrences.com.

Frais d'expédition Concurrences hors France 30 € | 30 € extra charge for shipping outside France